



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-64506>

Département(s) de publication : **75, 92, 93, 94, 91, 95, 78, 77, 25**

Annonce n° **24-64506**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : SDPAMG

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Défense

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accompagnement de la communication de la marque employeur Civils de la Défense pour le service des ressources humaines civiles du ministère des Armées

**Description** : Accompagnement de la communication de la marque employeur Civils de la Défense

**Identifiant de la procédure** : f2013e98-62b8-444f-a1e0-26ae3cf7a9a2

**Identifiant interne** : 2024\_000954

**Type de procédure** : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

**Principales caractéristiques de la procédure** : Procédure avec négociation passée en vertu des articles L. 2124-3 et R. 2124-3.1°, R. 2161-12 à R. 2161-15 et R. 2161-17 à R. 2161-20 du code de la commande publique

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79341400 Services de campagne publicitaire

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79340000 Services de publicité et de marketing

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,200,000 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Accord-cadre mixte à partie forfaitaire et à bons de commandes

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : CF Règlement de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre :** Accompagnement de la communication de la marque employeur Civils de la Défense pour le service des ressources humaines civiles du ministère des Armées

**Description :** Accompagnement de la communication de la marque employeur Civils de la Défense

**Identifiant interne :** 2024\_000954

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79341400 Services de campagne publicitaire

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79341000 Services de publicité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79340000 Services de publicité et de marketing

**Options :**

**Description des options :** Le pouvoir adjudicateur prévoit la possibilité de recourir, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, à des marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre précédemment passé après mise en concurrence. Deux clauses de réexamen assimilables à des options : - Une clause pour d'éventuelles modifications techniques par ajout de références au bordereau des prix unitaires (BPU). - Une clause de révision des prix.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,200,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description** : - Pour les sociétés françaises, le numéro unique d'identification prévu par l'article L123-34 du code du commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant ; pour les sociétés étrangères, l'inscription au registre professionnel ; - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, la preuve par les opérateurs économiques de la possession d'une autorisation spécifique ou de l'appartenance à une organisation spécifique pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, le service concerné.

**Critère :**

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Un niveau minimum de capacité financière est fixé : le candidat doit disposer d'un chiffre d'affaires global d'un montant minimum de 2 400 000 EUR.

**Critère :**

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années ; - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans sont pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**Critère :**

**Type** : Autre

**Nom** : Critère objectif de limitation du nombre de candidats

**Description** : Critère 1 : Démonstration de la capacité du candidat à identifier les spécificités de la marque Civils de la Défense et du recrutement au sein du ministère au regard des problématiques et des enjeux identifiés dans le cadre des références présentées (30 points); Critère 2 : Qualité créative et caractère innovant des références présentées de campagnes de communication déjà conduites en matière de communication RH et marque employeur dans le cadre des références présentées (20 points); Critère 3 : Capacité du candidat en termes d'effectifs et leurs qualifications et expériences dans le cadre des références présentées (20 points); Critère 4 : Capacité du candidat à proposer le développement d'une stratégie numérique pertinente au regard des cibles de recrutement, concevoir des campagnes de communication sur les médias sociaux adaptées aux cibles de recrutement dans le cadre des références présentées (20 points); Critère 5 : Capacité à créer un site internet dans le cadre des références présentées (10 points).

**Utilisation de ce critère** : Utilisés

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 3**

**Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 5**

**La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### **5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Les critères d'attribution seront mentionnés dans le règlement de la consultation de la phase "offres"

#### **5.1.11 Documents de marché**

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.gouv.fr/>,

#### **5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des demandes de participation :** 10/07/2024 à 17:00

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art. L.551-1 à L.551-12 du CJA "Code de la justice administrative) pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel (art; L.551-13 à L.551-23 du CJA) pouvant être exercé dans les délais prévus à l'art. R.551-7 du CJA; recours de pleine juridiction contestant la validité du marché dans un délai de 2 mois a/c

de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département de Tarn-Et-Garonne (Ce, Ass., 4 avril 2014, no358994). Ce recours en constatation de validité peut être assorti d'une demande tendant, sur le fondement de l'art. L.521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** SDPAMG

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** SDPAMG

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** SDPAMG

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** SDPAMG

**Organisation qui traite les offres :** SDPAMG

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 177 500 055 00013

**Département :** 75004

**Ville :** PARIS

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone :** 01 44 59 44 00

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://paris.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** SDPAMG

**Numéro d'enregistrement** : 110 002 011 00044

**Ville** : PARIS

**Code postal** : 75509

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : sga-sdpamg-bcom.ach.fct@intradef.gouv.fr

**Téléphone** : 09 88 67 81 46

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Autres points de contact** :

**Nom officiel** : Médiateur MINARM

**Adresse électronique** : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://defense.gouv.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 0e5a6033-ddc5-4246-ad46-072a3f3f2861 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 04/06/2024 à 11:17

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 04/06/2024